

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 18 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA LA POULAUDIERE**

"Les Bitaudières"  
85440 GROSBREUIL

**Nos Références : 23-1353 VJ/BB**  
**Code AIOT : 0058501475**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juin 2023 dans l'établissement SCEA LA POULAUDIERE, implanté à LES BITAUDIERES à Grosbreuil (85440). L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA LA POULAUDIERE
- " Les Bitaudières " - 85440 GROSBREUIL
- Code AIOT : 0058501475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'élevage est autorisé pour un effectif de 93000 emplacements de volailles en 2 bâtiments :

- 50 000 poules pondeuses en cage dans le bâtiment P1
- 43 000 poules pondeuses en volière en claustration ou 30 000 poules pondeuses plein air dans le bâtiment P2

par arrêté de prescriptions complémentaires n° 17-DRCTAJ/1-708 du 31 octobre 2017.

L'exploitation est également déclarée pour la rubrique 2170-2 (fabrication d'engrais, amendement, supports de culture à partir de matières organiques pour une capacité de production de 3.24t/j.

L'exploitation est soumise à la directive IED.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification des effectifs,
- stockage des effluents,
- traitement des effluents,
- stockage des divers produits,
- MTD,
- Prélèvement eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	/	Action corrective demandée (délai 3 mois)
8	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Action corrective demandée (délai 3 mois)
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Action corrective demandée (délai 3 mois)
11	traitement des effluents d'élevage	AP Complémentaire du 31/10/2017, article 26	/	Action corrective demandée (délai 6 mois)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Conforme
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Conforme
3	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Conforme
4	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	/	Conforme
5	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	Conforme
6	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et propre. Les anomalies concernent essentiellement le défaut d'analyse des fientes déshydratées permettant de justifier que le produit répond à la norme NFU 42001, ainsi que le défaut de compteur volumétrique permettant de relever le volume d'eau prélevée via le forage.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite les effectifs présents dans les deux bâtiments sont les suivants :</p> <p>Bâtiments 1 : 46 600 poules pondeuses (à la mise en place)</p> <p>Bâtiment 2 : 30 000 poules pondeuses (à la mise en place)</p> <p>Ces effectifs sont conformes à l'arrêté de l'élevage autorisant un effectif maximum de 93 000 poules pondeuses répartis comme suit dans les deux bâtiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiment 1 (cages) : 50 000</li> <li>- bâtiment 2 : 43 000 en volières en claustration ou 30 000 plein air.</li> </ul> <p>L'exploitant détient les bons d'équarrissage.</p> <p>L'exploitation exporte les fientes de volailles déshydratées sous forme de produit répondant à la norme NFU 42001.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Les locaux sont propres et nettoyés, les exploitants sont attentifs à la biosécurité de leur site. La désinsectisation est réalisée par les exploitants lorsqu'elle est nécessaire. La dératisation est réalisée par la société CTH. Une attestation en date du 2 janvier 2023 nous est présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> Les fientes sont stockées dans un hangar fermé après avoir été séchées. Le séchage est réalisé dans un séchoir pour le bâtiment 1 (poules en cages) et le séchage est réalisé directement dans le bâtiment pour le bâtiment 2 (volière, jardin d'hiver). Un séchoir SECONOV est annexé à ce bâtiment mais il n'est plus utilisé depuis la transformation du bâtiment B2 en volière, les exploitants indiquant que la ventilation du bâtiment est suffisante au séchage des fientes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>— 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement dans les bâtiments. Le lavage et la désinfection étant réalisés par une société spécialisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Collecte des eaux de pluie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage. Elles sont évacuées vers le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> En vue de leur enlèvement, les volailles mortes sont d'abord placées dans un congélateur puis dans des conteneurs étanches et fermés avant leur reprise par une société spécialisée. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> Les volailles mortes sont évacuées vers la société SARIA à BENET (85). Le dernier bon d'enlèvement en date du 21 juin 2023 nous est présenté. Les bidons vides contenant des produits non dangereux sont éliminés vers la déchetterie locale. Les médicaments vétérinaires sont très peu utilisés. Lorsqu'il est nécessaire, ceux-ci sont repris par le cabinet vétérinaire ANIMEDIC à LA TARDIERE. Les exploitants ne disposent toutefois pas des bordereaux d'enlèvement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée sous un délai de 3 mois</b>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les MTD ci-dessous ont été contrôlées au regard de celles déclarées dans le dossier de réexamen validé par donné-acte du 17 septembre 2019.</p> <p><u>Les MTD suivantes correspondent à celles pour lesquelles vous vous êtes engagées (conformes) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MTD 3 et 4 : l'alimentation est en multiphasés avec adjonction d'additifs alimentaires visant à réduire les quantités d'azote et de phosphore excrétés (non vérifié sur les étiquettes d'aliment) ;</li> <li>- MTD 25 : La déclaration GERE 2022 a été réalisée. Les émissions d'ammoniac sont estimées à l'aide d'un bilan massique sur l'azote ;</li> <li>- MTD15 : les fientes sont stockées dans un hangar entièrement fermé ;</li> <li>- MTD 5 : les consommations d'eau sont enregistrées quotidiennement sur la fiche d'élevage. L'abreuvement se fait à l'aide de pipettes ;</li> <li>- MTD 6 : l'ensemble de l'installation est maintenue en bon état de propreté ;</li> <li>- MTD 8 : Une ventilation dynamique est installée. Les ventilateurs se déclenchent automatiquement en fonction de la température. Des ampoules LED ont remplacé les ampoules traditionnelles. Deux trackers solaires présents sur le site alimentent les bâtiments en électricité ;</li> <li>- MTD 11 : la nourriture des animaux est distribuée à volonté et pour le bâtiment 1, un système de brumisation d'eau est utilisé.</li> </ul> <p><u>La MTD suivante ne correspond pas à celle pour laquelle vous vous êtes engagés dans votre dossier de réexamen ou n'est pas mise en service (non-conformes) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MTD 19 : les fientes du bâtiment 2 ne sont pas séchées dans un tunnel extérieur (pourtant présent). Elles sèchent de façon naturelle dans la volière. Le dossier de réexamen fait état d'un séchage en séchoir avant son stockage en hangar.</li> </ul> <p>En revanche, les fientes du bâtiment 1 sont retirées à l'aide d'un tapis puis séchées dans un tunnel avant d'être stockées dans le hangar.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée sous un délai de 3 mois</b>

## N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »  Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p><b>Constats :</b>  La déclaration des émissions polluantes 2023 (GEREP) pour l'année 2022 a été réalisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.  En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les bâtiments sont alimentés en eau par le forage et le réseau public. L'eau du forage est utilisée pour l'abreuvement des animaux et le nettoyage des bâtiments et l'eau du réseau pour les besoins sanitaires des exploitants et du personnel le cas échéant. Un dispositif de disconnexion est présent.  Aucun compteur permettant de relever la quantité d'eau du forage utilisée pour le fonctionnement des installations n'est installé. L'exploitant indique consommer environ 4500 m<sup>3</sup> d'eau par an pour l'abreuvement de ses animaux.  Un récépissé de régularisation du forage a été délivré le 23/02/2008. Ce document fait état d'un volume annuel de prélèvement de 4500 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée sous un délai de 3 mois</b>

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/10/2017, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La production de fientes déshydratées devra être réalisée conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et conduire à un produit répondant à la norme NFU 42001.</p> <p>La conformité du produit à une norme est réalisée par le recours aux analyses prévues par l'arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture normalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une analyse trimestrielle des teneurs en éléments essentiels constituant le critère de classement dans la norme ;</li> <li>- Une analyse semestrielle de recherche des métaux lourds ;</li> </ul> <p>Une analyse régulière de recherche des germes pathogènes pour l'homme et les animaux, de substances phytotoxiques pour les cultures.</p> <p>Au moins une fois par an, une analyse des fientes déshydratées portera sur les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matière sèche ;</li> <li>- matière minérale ;</li> <li>- matière organique ;</li> <li>- azote totale et fraction N nitrique, N ammoniacal, N uréique ;</li> <li>- anhydride phosphorique total ;</li> <li>- oxyde de potassium total et fraction soluble dans l'eau.</li> </ul> <p>Un enregistrement des résultats d'analyse sera conservé pour pouvoir être présenté aux services d'inspection pendant une période de 3 ans à compter de la fabrication du produit.</p> <p>Une traçabilité du produit commercialisé est mise en place. Elle concerne l'étiquetage des emballages et les documents d'accompagnement conformément aux dispositions du décret n° 80-478 du 16 juin 1980.</p> <p>Un registre est tenu à jour régulièrement, indiquant l'état des stocks présents et la destination précise de chaque cession (nom et raison sociale de l'acheteur, adresse précise, utilisation du produit).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une seule analyse de fientes a été réalisée le 21 mars 2023 ; mais elle ne fait pas référence à la norme NFU 42001 ne permettant pas de garantir la conformité du produit à cette norme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée sous un délai de 6 mois</b>